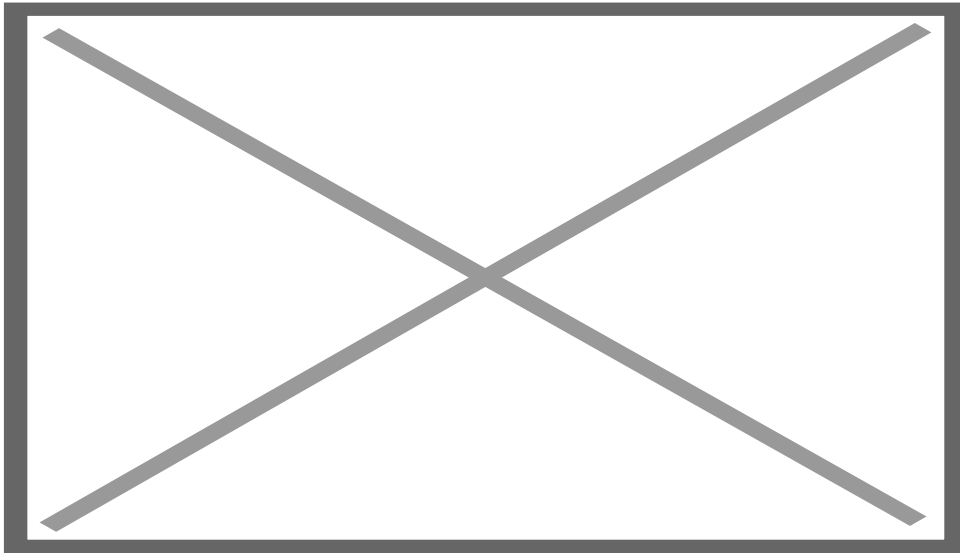


Kushner ne cesse d'attaquer les réfugiés palestiniens

Description

Zena Agha - 4 septembre 2018



L'administration américaine mène un combat contre les réfugiés palestiniens. Des mesures diplomatiques, juridiques et financières - essentiellement conçues par le gendre et conseiller spécial du président Donald Trump, Jared Kushner - visent à « retirer » la question des réfugiés palestiniens et à écraser ainsi les revendications de rapatriement et de réparations avant de dévoiler l'accord du siècle. L'approche de l'administration est double, fondée sur des restrictions financières en même temps que sur une pression diplomatique et émanant du Congrès.

Depuis décembre 2017, Kushner essaie de démanteler l'Agence d'aide et de travaux de l'ONU, dont le but est de fournir de la nourriture, des soins de santé, de l'éducation et d'autres services vitaux à 5,3 millions de réfugiés palestiniens qui ont été chassés de leurs maisons lors de la Nakba de 1947-48.

Kushner a orchestré une série de coupes dans le budget de l'UNWRA qui ont mené l'organisation au bord de la faillite. En janvier 2018 l'administration a amputé le premier acompte qui s'élève à 125 millions de dollars (108 millions -) de ses paiements annuels à l'UNWRA, de plus de la moitié.

La semaine dernière, les États-Unis ont annoncé qu'ils ne contribueraient plus du tout à l'UNWRA, jugeant que c'était une opération irrémédiablement défectueuse, avec des chocs financiers qui se sont répercutés dans le monde arabe.

La Maison Blanche a Ã©galement demandÃ© au CongrÃ¨s de retirer les 200 millions de dollars (173 millions â?-) d'aide amÃ©ricaine Ã des groupes de secours privÃ©s et Ã des associations non-gouvernementales (tel Mercy Corps) qui agissent dans les territoires palestiniens occupÃ©s (TPO).

En mÃame temps, Kushner cherche Ã transformer le statut de rÃ©fugiÃ© palestinien. IsraÃ«l et son alliÃ© amÃ©ricain accusent l'UNWRA de perpÃ©tuer la question des rÃ©fugiÃ©s et de soutenir le droit au retour des rÃ©fugiÃ©s en accordant le statut de rÃ©fugiÃ©s aux descendants de ceux qui ont Ã©tÃ© chassÃ©s pendant la Nakba.

La Â« solution Â» amÃ©ricaine est de priver ces descendants de leur statut de rÃ©fugiÃ©s. Cela permettrait que l'UNWRA ne s'occupe que des rÃ©fugiÃ©s survivants, dont le nombre est estimÃ© Ã 20-30 000 (un chiffre qui dÃ©croÃ®trait d'annÃ©e en annÃ©e), d'interrompre les actions de l'UNWRA pour les descendants, de rediriger les fonds vers des pays hÃ¢tes pour une Â« rÃ©insertion Â» et d'Ã©craser toute possibilitÃ© de retour.

Un projet de loi au CongrÃ¨s tente de codifier cette nouvelle formulation. HR6451 stipule que seuls les rÃ©fugiÃ©s survivants sont Ã©ligibles Ã Ãatre rÃ©insÃ©rÃ©s et bÃ©nÃ©ficiaires des services de l'UNWRA. Le reste de l'aide serait dirigÃ© vers l'Agence des Ã©tats Unis pour le DÃ©veloppement International (USAID), qui est tenue, par la loi Taylor Force de 2018, Ã une interdiction de l'aide amÃ©ricaine Ã l'AutoritÃ© Palestinienne jusqu'Ã ce que certaines conditions soient rÃ©unies. Le projet de loi a Ã©tÃ© soumis au ComitÃ© de la Maison (Blanche) pour les Affaires Ã©trangÃ¨res.

Manipulation de la qualitÃ© de rÃ©fugiÃ©

L'intention n'est pas seulement de bousiller l'infrastructure humanitaire qui soutient des rÃ©fugiÃ©s palestiniens vulnÃ©rables, mais de modifier complÃ©tement la faÃ§on dont la qualitÃ© de rÃ©fugiÃ© palestinien est comprise et traitÃ©e. La manipulation n'est pas seulement Ã courte vue, elle est fondamentalement incorrecte : selon le Haut Commissaire de l'ONU pour les rÃ©fugiÃ©s, les descendants de rÃ©fugiÃ©s palestiniens sont reconnus comme rÃ©fugiÃ©s. La dÃ©marche constitue aussi un diagnostic erronÃ© faisant de l'UNWRA la source plutÃ´t que le produit de la rÃ©alitÃ© des rÃ©fugiÃ©s, qui ne s'effacera pas, mÃame si l'UNWRA est dÃ©mantelÃ©e. Au contraire, des millions de gens seraient laissÃ©s sans Ã©ducation, sans travail, sans alimentation ni soins de santÃ©.

Kushner parie sur la complaisance des Palestiniens, mais les enjeux sont importants pour tous ceux qui sont concernÃ©s, et IsraÃ«l est perdant si les services de l'UNWRA sont retirÃ©s. Selon la QuatriÃ¨me Convention de GenÃ¨ve, IsraÃ«l, en tant que puissance occupante, est Ã©galement obligÃ© de fournir de la nourriture et des Ã©quipements mÃ©dicaux en plus d'assurer la santÃ© publique de la population occupÃ©e. Retirer le soutien de l'UNWRA dans les TPO laisserait un vide qu'IsraÃ«l serait obligÃ© de combler. Au vu de ses performances antÃ©rieures, il est improbable qu'IsraÃ«l respecte cette obligation.

DerriÃ¨re la dÃ©marche de Kushner, il y a le dÃ©sir d'Ã©liminer les revendications palestiniennes de souverainetÃ© et de rÃ©parations Ã un droit accordÃ© aux rÃ©fugiÃ©s partout dans le monde. Les questions du prÃ©tendu statut final telles que JÃ©rusalem, les colonies et les rÃ©fugiÃ©s sont considÃ©rÃ©es comme faisant partie intÃ©grante d'une Â« solution Â» nÃ©gociÃ©e du conflit Palestine-IsraÃ«l. Mais le droit des habitants de la Palestine d'Ã©tablir Ã nouveau leur retour sur leurs terres,

inscrit dans la Résolution 194 de l'ONU, est depuis longtemps l'aspect le plus litigieux du conflit parce que c'est un défi radical au projet sioniste même d'édification d'une nation à un projet qui repose sur la suprématie israélienne-juive du Jourdain à la Méditerranée.

Recommandations en matière politique

1. Des pro-palestiniens et des membres de la société civile devraient développer la sensibilisation sur des lois qui sont une menace pour les réfugiés palestiniens. Ils devraient en particulier agir avec des membres du Congrès qui, de plus en plus critiquent et se font entendre sur les violations des droits par Israël. Ils devraient chercher à s'assurer que l'argent attribué pour la Palestine est dépensé et repousser les tentatives de l'administration Trump de contourner la loi. Par exemple, l'administration essaie de mettre les 200 millions de dollars d'aide à voquer plus haut dans un « paquet de réconciliation » pour éviter de les dépenser une mesure que le Congrès est tenu d'approuver.

2. Des membres critiques du Congrès et la société civile devraient avoir un œil attentif sur la politique de l'administration Trump sur les colonies. Avec la « manipulation » de questions sur le statut final comme Jérusalem et les réfugiés, de même que les liens étroits personnels, économiques et politiques entre certains membres de l'administration et les colonies, sortir la question des colonies de la table des négociations pourrait bien être la prochaine chose sur la liste de Kushner.

3. D'autres pays pourraient continuer à augmenter leur soutien financier et diplomatique à l'UNWRA, reconnaissant ainsi que le moment est critique dans la région et que les répercussions pour les réfugiés palestiniens sont injustes et cruelles.

Zena Agha est associée en politique américaine à Al-Shabaka. Ses domaines d'expertise comprennent la construction des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés, avec une focale sur Jérusalem, l'histoire moderne du Moyen Orient, et les pratiques territoriales. Elle a travaillé à l'Economist, à l'Ambassade d'Irak à Paris, à la Délégation de la Palestine à l'UNESCO. Outre des textes d'opinion dans The Independent et The Nation, Zena a son actif dans les media, le service international de la BBC, la BBC en arabe et El Pais. Zena a reçu une bourse Kennedy pour effectuer à Harvard un Master's en études moyen-orientales.

Source : [Al Shabaka](#)

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

date créée
2018/09/05